

LE TEMPS

Jeudi 7 janvier 2016
Frédéric KOLLER

Une profession de foi contre le wahhabisme

EXTRÉMISME Cheikh Bentounes, leader spirituel d'une confrérie soufie, pointe du doigt la filiation idéologique entre les kamikazes de Paris et les oulémas saoudiens. Il s'étonne de l'aveuglement de l'Occident face au rôle des financiers du Golfe dans la radicalisation.

Une fois de plus, ce sont les Allemands qui ont dégainé les premiers. Le 6 décembre dernier, le vice-chancelier Sigmar Gabriel brisait un tabou dans l'hebdomadaire Bild am Sonntag: l'Arabie saoudite finance des mosquées wahhabites à travers le monde depuis des décennies, constate-t-il. Or, «en Allemagne, de nombreux islamistes considérés comme dangereux viennent de ces communautés». Son collègue du parti socialiste (SPD, partenaire de la coalition au pouvoir), Thomas Oppermann, ajoute: «Nous allons empêcher l'Arabie saoudite de financer les mosquées en Allemagne [...]», car le wahhabisme a fourni une «idéologie complète à l'Etat islamique et contribue à la radicalisation des musulmans modérés».



KHALED BENTOUNES
PRÉSIDENT
DE LA CONFRÉRIE
SOUFIE ALAWIYYA
"[Les Saoud]
prônent un islam
purifié et jettent
l'anathème sur
toutes les autres
écoles de pensée.
Ils ont figé l'islam
et tué tout esprit
critique"

Au lendemain des attentats terroristes de Paris, le salafisme – rejeton du wahhabisme émancipé de la tutelle saoudienne – a certes été pointé du doigt comme l'un des facteurs de radicalisation des jeunes Français transformés en kamikazes. Mais le pouvoir politique reste muet sur le fil rouge de cette dérive idéologique qui relie des jeunes Français, souvent issus de l'immigration post-coloniale, aux oulémas de La Mecque ou de Médine. Alors qu'on s'interroge en Allemagne, Jack Lang, ancien ministre français de la Culture et président actuel de l'Institut du monde arabe à Paris, s'emporte contre les journalistes qui le questionnent sur les financements de lieux de culte venus du Golfe. «Ce n'est pas cela le problème!»

Meilleur client de l'industrie de l'armement

«Très peu de gens ont le courage de dire ce qui se passe», se désole Cheikh Khaled Bentounès. Selon ce dignitaire religieux, à la tête de la confrérie soufie Alawiyya, la réponse de l'ancien ministre de François Mitterrand est emblématique de l'attitude des dirigeants français depuis des décennies: «Ils refusent d'appeler un chat un chat. Ils veulent concilier l'inconciliable. C'est la recette de la catastrophe.» Pourquoi? L'Arabie saoudite est l'un des meilleurs clients de l'industrie française d'armement.

Cheikh Bentounès observe le salafisme, ce «cancer» de l'islam, depuis plus de vingt ans. Depuis que son pays, l'Algérie, a été ravagé par une guerre civile opposant le pouvoir militaire aux islamistes qui s'est soldée par la mort de 150 000 personnes. C'était dans les années 1990. Durant cette décennie noire, l'Algérie fut le laboratoire du djihadisme, explique-t-il. Aux yeux des fondamentalistes, le djihad moderne est devenu le 6e pilier de l'islam. Ce djihad-là est la synthèse du salafisme, de l'expérience militaire acquise en Afghanistan dans le combat contre l'occupant soviétique et des frustrations d'une certaine jeunesse musulmane.

Quel lien avec l'Arabie saoudite? Reprenons, avec l'aide de Cheikh Bentounès: jusqu'en 1923 existait un califat, celui de l'Empire ottoman, dans lequel coexistaient diverses formes de l'islam avec d'autres religions. Dans les soubresauts sanglants de la chute des Ottomans, de la colonisation et des accords Sykes-Picot qui découpent le Proche-Orient va émerger l'Arabie saoudite, qui adoptera le wahhabisme comme religion d'Etat. Les Saoud «vont opérer un hold-up sur la religion pour en faire un outil de pouvoir, explique-t-il. Leur religion s'inspire de l'idéal rigoriste des ancêtres pieux, les Salafs, et érige le mythe d'un âge d'or de la lutte contre l'envahisseur. C'est le piège dans lequel vont s'engouffrer nombre d'intellectuels, comme les Frères musulmans en Egypte.»

34 000 sites internet

Le wahhabisme va engendrer le néo-wahhabisme, puis le salafisme, enfin le takfirisme, doctrine qui justifie le meurtre des infidèles dont se réclame aujourd'hui le chef de l'organisation Etat islamique, Abou Bakr al-Baghdadi. «[Les Saoud] prônent un prétendu retour aux sources, un islam purifié, une interprétation unique des textes sacrés et jettent l'anathème sur toutes les autres écoles de pensée. Ils ont figé l'islam et tué tout esprit critique», poursuit le dignitaire soufi, qui défend un islam humaniste dans la tradition nord-africaine.

Cette lecture de l'islam va être propagée à travers le monde à partir de la fin des années 1960 avec l'appui de la Ligue islamique mondiale, dont le siège est à La Mecque. La première mosquée qu'elle financera en Europe est celle du Petit-Saconnex à Genève. Depuis, des centaines de lieux de culte ont bénéficié de son soutien, mais aussi subi sa supervision. Depuis les années 1980, l'Arabie saoudite a formé 45 000 imams. «Derrière tout cela, il y a un pays qui veut prendre le leadership et imposer sa pensée.»

Ce réseau d'influence est complété par une vingtaine de chaînes de télévision satellitaires, comme Iqraa TV, qui diffusent des émissions religieuses vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et 34 000 sites internet, la plupart financés par des gens fortunés d'Arabie saoudite ou du Golfe. «Le pire, c'est Internet, souligne Cheikh Bentounès. Ces sites propagent un discours piétiste et littéraliste, un prêt-à-penser islamique qui annihile toute réflexion.» Les imams eux-mêmes sont aujourd'hui débordés avec l'apparition de fatwas par Internet. Les jeunes se retrouvent seuls face à leur écran enfermé dans un islam impersonnel. «Un jour l'un d'eux m'a dit: «Votre islam de papier mâché n'est pas solide. Les imams ne parlent pas de l'islam pur.» De son côté, Daech, l'organisation d'Al-Baghdadi, a produit des milliers de films relayés sur YouTube dont certains adoptent un style hollywoodien, d'autres évoquent des jeux vidéo.

Déférence française

Que faire contre cette déferlante? L'Arabie saoudite est dépassée et commence à prendre conscience du danger. N'est-elle pas à son tour la cible des djihadistes, une victime? «Alors, qu'elle démontre qu'elle prend des mesures, réagit Cheikh Bentounès. Si le pouvoir veut véritablement changer les choses, il doit agir dans le domaine de la formation et de l'information. Mais il n'en est rien.» Six millions de pèlerins visitent chaque année les lieux saints de l'islam à La Mecque et à Médine. Là, le pouvoir continue de distribuer par millions les livres des théologiens salafistes Ibn Baz (1919-1999) et Al-Albani (1914-1999), auteur de fatwas contre des intellectuels algériens. «Al-Baghdadi s'en réclame! Il se réclame du même islam, des mêmes références théologiques qui remontent au XIIIe siècle et au penseur Ibn Timya à l'époque de la lutte contre les Mongols.» Quand est-ce que l'Arabie saoudite fera «la chasse à ceux qui financent depuis son sol les groupes islamistes», ajoute-t-il.

Très actif dans la vie associative et le dialogue interreligieux, Cheikh Bentounès a fondé en 1990 le mouvement des Scouts musulmans de France. Il reste pantois devant la déférence française envers le pouvoir saoudien. Comme au début des années 2000, lorsque le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy insiste pour qu'on reçoive au mieux le responsable de la Ligue islamique mondiale. Ou en mai dernier, lorsque François Hollande, en déplacement en Arabie saoudite, est reçu non pas à Riyad mais à Dariya, le lieu d'origine des Saoud. «N'y avait-il personne au Quai d'Orsay pour lui dire que c'est la capitale spirituelle du salafisme?» Le chef soufi peine à comprendre que, dans les relations internationales, «on ne mesure pas certains actes contre-productifs».

Quelle réponse?

Car dans cette dérive salafiste, l'Arabie saoudite n'est pas seule en cause. Les régimes arabes autoritaires ont eux aussi instrumentalisé la religion. L'Occident a sa part de responsabilité avec le legs colonial, ses alliances troubles, ses calculs économiques avoués ou non. «Prenez un jeune musulman de 25 ans. Il est né avec la première guerre du Golfe, puis il a vécu catastrophe après catastrophe. L'intervention en Afghanistan, puis en Irak, en Libye, en Syrie, sans compter le problème palestinien qui dure depuis soixante ans, tente d'expliquer Cheikh Bentounès. Il ne comprend pas ce monde où seuls l'emportent les intérêts financiers. Il a besoin d'un autre idéal qui donne du sens à sa vie. Il sera d'autant plus perméable aux idées salafistes si l'on est dans une logique de confrontation. La violence apparaît comme la seule réponse dans une société aux abois.» Face à cette radicalisation, la réponse ne peut pas être que sécuritaire. «Les idées se combattent par les idées, en remontant au niveau doctrinaire», estime le religieux. Il observe un «éveil» en Afrique où, en 2013, a été créée la Ligue des oulémas du Sahel (Algérie, Maroc, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger). Ces capitales, Rabat en tête, font désormais de grands efforts pour former des imams hors de l'influence wahhabite. Cela ne suffira pas. Pour lutter contre le fondamentalisme religieux, cette «maladie du siècle», Cheikh Bentounès appelle à une mobilisation de même ampleur que contre le réchauffement climatique. Son Association internationale soufie Alawiyya (AISA) fait circuler une pétition en faveur d'une «Journée mondiale du vivre ensemble» sous l'égide de l'ONU. Il rêve aussi de créer une Académie de la paix. «Nous sommes arrivés à un seuil de rupture», constate le guide spirituel. ■